

United Nations

Nations Unies

MASTER FILE

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

E/PV/56  
6 March 1947  
French

---

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devant être adressées par écrit à M. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC 087, Lake Success. Conformément au Règlement de procédure, toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

---

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CINQUANTE-SIXIEME SEANCE, tenue à

LAKE SUCCESS, le jeudi 6 mars 1947,

à 11 heures.

PRESIDENT : Sir A. RAMASWAMI MUDALIAR ( Inde )

Rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi.(Point 9 de l'ordre du jour de la quatrième session du Conseil).

LE PRESIDENT (Interprétation) : Le Conseil est sur le point d'aborder quelques-unes des questions les plus importantes qui lui sont soumises.

Pendant les séances plénières d'aujourd'hui et de demain, nous nous occuperons de celles qui se rattachent plus particulièrement aux problèmes économiques. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur le point 9 de l'ordre du jour de la quatrième session, qui prévoit l'examen du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi ; Cette commission travaille en liaison avec d'autres Commissions chargées d'étudier des sujets apparentés, entre autres avec la Commission préparatoire de la Conférence internationale du commerce et de l'emploi, et la Commission préparatoire de l'Organisation internationale de l'agriculture et du ravitaillement. Les questions qui nous occupent en ce moment sont liées aux problèmes soulevés par la délégation des Etats-Unis en ce qui concerne la conservation des ressources.

Je n'entrerais pas, en ce moment, dans des détails concernant ces différentes questions.

Je désire, tout d'abord, exprimer les remerciements du Conseil à la Commission économique et de l'emploi pour son travail extrêmement utile. Les différentes questions qu'elle a traitées devront être examinées en connexion avec les travaux d'autres Commissions, la Commission sur les régions dévastées, notamment, dont le rapport va être transmis au Conseil économique et social.

Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur les tâches qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. Qu'il me soit permis, à ce propos, de me référer à l'article 55 dont le texte est le suivant :

" Article 55. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront :

a. le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ;

b. la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes ; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation ;

c. le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

Les rapports que nous étudierons maintenant tendent tous à la réalisation de ces objectifs essentiels. Je voudrais proposer au Conseil de discuter maintenant le rapport de la Commission économique et de l'emploi, ainsi que les travaux d'autres Commissions sur les mêmes sujets.

(Sur l'invitation du Président, M. I. Lubin (Etats-Unis), Rapporteur de la Commission économique et de l'emploi, prend place à la table du Conseil.)

M. ZULOAGA (Vénézuéla) (interprétation) : La délégation du Vénézuéla vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir renvoyer à plus tard la discussion sur le point 28 de l'ordre du jour de la quatrième session : Résolution de l'Assemblée générale relative aux conseils techniques à donner aux Etats membres. Nous voudrions soumettre, à cet sujet, un certain nombre d'idées; nous préparons également une résolution. Nous aimerions en discuter préalablement avec d'autres délégations; un petit groupe de travail pourrait être désigné pour examiner ces questions avant que la Commission elle-même ne s'en occupe. A titre d'indication, je proposerais que ce groupe fut composé des représentants du Liban, de l'Inde, du Pérou et du Vénézuéla.

LE PRESIDENT (interprétation) : Un retard apporté à la discussion de ce point n'empêchera pas la discussion générale de se dérouler : je ne verrais pas d'inconvénient à accorder la remise demandée par le représentant du Vénézuéla.

M. ZULOAGA (Vénézuéla) (interprétation) : Etes-vous d'accord, Monsieur le Président, au sujet du groupe de travail ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Ce groupe pourrait travailler à titre officieux. Il ne pourra être constitué officiellement qu'à la fin de nos délibérations.

M. VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (interprétation) : Pour mon information personnelle et celle de plusieurs de mes collègues, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous poser une question. Votre idée est-elle de demander aux délégués de présenter à la fois toutes les observations générales sur le rapport ou, au contraire, de procéder chapitre par chapitre ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Les chapitres sont enchevêtrés à un tel point qu'il est extrêmement difficile de les distinguer; il vaut mieux instituer une discussion générale.

VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (interprétation) : Je présenterai tout d'abord une observation générale. Je ne parlerai pas de toutes les questions soulevées par les différents points de l'ordre du jour. Ce serait une perte de temps; car nous aurons à revenir sur ces questions lorsque nous examinerons les autres points de l'ordre du jour. Par exemple, je ne parlerai de la question de la reconstruction des régions dévastées puisque nous aurons à la reprendre plus tard. A mon avis, ceci est la meilleure méthode de travail et les autres orateurs s'en tiendront certainement aussi à ce principe.

Venons-en maintenant au contenu même du rapport. Je présenterai certaines observations dans l'ordre même où les questions sont traitées dans le rapport. Je commence par dire combien j'admire la Commission pour le document si clair et si utile qu'elle nous a présenté. Nous devons tous lui être reconnaissants de ce travail qui facilitera considérablement notre tâche.

En ce qui concerne la nécessité de mettre sur pied un code international concernant les placements financiers internationaux, la Commission a chargé sa sous-commission du développement économique de procéder à une étude en collaboration avec les autres commissions des Nations Unies, et les institutions spécialisées intéressées, en vue de présenter les recommandations sur la nécessité d'un code international des placements de capitaux à l'étranger. Ce code s'occupait entre autres de la protection des intérêts économiques et sociaux des pays dans lesquels des placements de ce genre sont faits ainsi que de la protection de ceux qui, tant à titre privé qu'à titre public, investiraient des fonds dans ces placements. Il serait procédé également à une étude sur les besoins et les méthodes d'une coopération internationale de l'entreprise privée, lorsqu'il s'agit d'opérations internationales ou se déroulant sur un plan mondial. Cela nous paraît être une excellente initiative.

En effet, l'absence d'un tel code et d'un règlement pour son application a donné lieu dans le passé à de graves abus.

Puis-jé rappeler au Conseil que la Chambre de Commerce internationale a adopté une résolution qu'elle nous a d'ailleurs communiquée, et dans laquelle il est déclaré que la future Charte de l'Organisation internationale du Travail devrait contenir :

- a) un chapitre concernant les mouvements internationaux de capitaux;
- b) des dispositions en vue de l'établissement d'un code relatif aux placements internationaux;
- c) enfin, cette résolution affirme la nécessité de créer une organisation à l'intérieur de l'I.T.O. afin d'assurer l'application d'un tel code.

Lorsque ce sujet sera examiné de plus près, il ne faudra pas oublier que non seulement l'Organisation internationale du Commerce, mais également le Fonds monétaire international et la Banque internationale, seront intéressés à cette question. Toutefois, cela ne signifie nullement que, pour cette raison, la Charte de l'Organisation internationale du Commerce ne doive pas contenir des dispositions à cet égard.

Quelle que soit la solution adoptée, ce problème présente de nombreux aspects et les conséquences qu'il peut entraîner exigent un examen attentif qui devrait être fait non seulement sous l'angle purement monétaire, mais encore au point de vue économique général et même moral.

J'en arrive maintenant à l'étude des problèmes soulevés par la question de balance des paiements. Dans ce domaine la Commission me paraît avoir trouvé une solution .....

moyenne raisonnable et utile. Cette question particulièrement importante réclame une étude, une attention spéciales; il me semble néanmoins qu'il serait préférable de charger le Secrétariat de cette étude, plutôt que de la confier à nouveau à une autre commission. Nous sommes, avant tout, intéressés au résultat et non à la constitution de commissions successives; l'excès d'organisation est aussi dangereux que son absence.

Nous espérons que ce problème, ainsi que celui du code international des placements, sera examiné par le Secrétariat sous ses divers angles à la fois et qu'une solution équitable sera trouvée par exemple, aussi bien pour ce qui est de l'aspect technique monétaire du problème que de son aspect en tant que créateur d'emploi et de travail.

Je dirai maintenant quelques mots de la partie XII du rapport de la Commission, qui traite du contrôle international et de la répartition des matières premières dont les quantités disponibles sont faibles ainsi que du problème des excédents éventuels de marchandises.

La Commission a décidé de renvoyer l'examen de ce problème à sa prochaine session et a demandé au Secrétariat de réunir et d'analyser toutes les informations qui pourraient, dans ce domaine, faciliter la tâche. J'espère qu'en étudiant cette question, la Commission et le Secrétariat ne perdront pas de vue la nécessité, si importante à mon avis, que des prix équitables et justes, tant à l'égard du consommateur que du producteur, doivent être considérés en tout temps comme une condition essentielle.

D'autre part, si un système de répartition devait être établi ou poursuivi, il serait très important que, non seulement les allocations soient effectivement accordées, mais aussi les fournitures correspondant entièrement aux allocations prévues.



En terminant, je dirai un mot encore pour soutenir l'idée militant en faveur de la mise en train ou de la continuation d'études de type économique portant sur les tendances économiques à long terme.

Cette question a soulevé un intérêt considérable dans le passé, tant aux Pays-Bas que dans d'autres pays.

Je rappellerai à ce propos le travail éminent accompli par un savant australien M. Colin Clark dans ce domaine. Le Secrétariat pourrait certainement faire un travail extrêmement utile.

M. MAC NEIL (Royaume-Uni ( interprétation ) : Monsieur le Président, j'aurais voulu me tenir à l'écart de la discussion d'aujourd'hui; mais le fait est que je suis poussé à faire une déclaration.

Il est parfaitement certain que la Commission des Questions économiques et de l'emploi est une des plus importantes du Conseil économique et social; je rends également hommage à l'excellence du rapport qui nous a été soumis.

Certes, sous certains aspects de la question, nous aurions désiré que les progrès fussent plus rapides; mais nous nous rendons compte des graves difficultés auxquelles la Commission a à faire face; nous espérons cependant, qu'elle sera en mesure de travailler à l'avenir plus rapidement encore.

Je dois avouer que nous avons éprouvé quelque désappointement à constater que la Sous-Commission du développement économique et la Sous-Commission de l'emploi et de la stabilité économique n'ont pas pu être créées. Si je ne me trompe pas, cela est dû à des difficultés de procédure et d'interprétation sur le rôle précis de ces sous-commissions.

Au cours de sa troisième session, le Conseil avait décidé, d'une façon très nette, que les membres de ces sous-commissions devaient être choisis en tant qu'individus et en raison de leurs qualités personnelles et non comme représentants de leur Gouvernement.



Sur ce point, le Conseil économique et social était unanime. Si aujourd'hui un doute quelconque persiste dans l'esprit des membres du Conseil quant à cette difficulté d'interprétation, il sera nécessaire, que nous établissions une pleine clarté sur ce point.

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne aurait désiré, en effet, que la sous-Commission de la balance des paiements, fût constituée. La Commission nous a cependant dit qu'il n'était pas possible d'en envisager la création à l'heure actuelle. Nous accepterons cette décision et n'insisterons pas sur ce point.

J'espère, cependant, que les moyens nécessaires pourront bientôt être mis en oeuvre afin que la proposition relative à la création de cette sous-Commission trouve sa réalisation. J'espère aussi qu'il sera veillé à ce qu'il n'y ait pas double emploi avec le travail d'autres Commissions et, notamment, avec celui de la Commission des statistiques.

Les sections 5 et 6 sont évidemment les plus importantes; la première étant la section économique et la seconde visant à la stabilité de l'emploi.

Le Gouvernement britannique espère que, lorsque seront faites des propositions tendant à mettre en application les décisions prises, on se souviendra que les Nations Unies ne doivent pas simplement contrôler dans leur cadre respectif l'action des diverses institutions spécialisées. Il leur appartient de faire en sorte que ces institutions mettent en harmonie leurs activités dans leur ensemble. Faute d'un tel mode de collaboration, une superposition des efforts serait à craindre, voire même en certains cas, des frictions.

Pour l'instant, je ne sais pas si nous devrions discuter la réponse que la Commission elle-même suggère au Conseil de donner à la résolution sur le développement industriel soumise par la Commission préparatoire de la Conférence sur le Commerce et l'Emploi. Je dois dire que la réponse par nous donnée à ces questions elle quelque peu vague. Il convient de le déplorer, car c'était la première fois qu'une institution spécialisée venait nous demander de la guider sur un problème de ce genre. Nous aurions dû y répondre de la façon la plus claire et la plus ferme. Il sera possible d'ouvrir la discussion sur ce point. Pour ma part j'estime que nous aurions dû répondre que, de toute façon, le sens et la teneur du paragraphe 3 auquel la Commission préparatoire se réfère, devrait être maintenus. Mais, ma délégation n'insistera pas, à moins que le Conseil n'estime - comme le fait mon Gouvernement - qu'il y a là une opportunité que nous n'aurions pas dû laisser échapper.

En ce qui concerne la question de l'emploi, il m'apparaît qu'il convient d'appuyer très chaleureusement la recommandation présentée contenue dans les instructions données par la Commission à la sous-commission intéressée et dont le point essentiel consiste à tenir à jour des rapports sur les conditions économiques du monde de manière à donner, en temps voulu, les avertissements nécessaires en cas de crise ou de menace de crise.

Il se peut que le Gouvernement de la Grande-Bretagne se soit montré particulièrement sensible sur ce point. Mais il serait dangereux de se montrer au point de vue économique trop optimiste et rassuré au stade actuel de notre développement national et de la situation économique mondiale.

Sans doute, on est prêt à penser que, dans cette situation, il n'y a pas de crainte à avoir au sujet des problèmes de l'emploi. C'est possible. Mais il n'en convient pas moins de procéder avec une extrême prudence. Un grand nombre de données inconnues subsistent. L'avenir se présente sous des aspects encore vagues et je crois qu'une prudence considérable continue de s'imposer dans l'étude de ces questions.

Mon Gouvernement espère donc que la sous-commission poursuivra activement cette étude. Le Conseil prendra note de ce que le Gouvernement du Royaume-Uni lui propose d'adopter une résolution en vue d'une action internationale à ce sujet. Sur l'initiative de mon Gouvernement, un projet de résolution avait été préparé par la Conférence sur le commerce et l'emploi; cette résolution demandait au Conseil d'entreprendre des études spéciales à propos de certains types d'action internationale. Nous sommes heureux de constater que la Commission des questions économiques et de l'emploi a donné à la sous-commission de l'emploi et de la stabilité économique le mandat de se rendre compte de l'existence de certains types d'action internationale, notamment en ce qui concerne :

- l'organisation, dans le temps, de certaines méthodes internationales et nationales susceptibles d'influer sur la situation du crédit;

- les mesures qu'il conviendrait de proposer en vue de favoriser la stabilité du revenu réel des producteurs d'articles de première nécessité;

- les conditions de temps en matière d'investissements internationaux des capitaux.

Il a toutefois été omis de demander l'étude d'un type de politique tel que celui qui est prévu dans le projet de résolution de la Commission préparatoire. Pour notre part ce à quoi nous nous attachons plus particulièrement, c'est à l'encouragement d'un échange international de capitaux, en période d'inflation, au profit de pays dont la balance des paiements requiert un soutien temporaire, de façon à permettre à ces pays de maintenir leur politique intérieure en matière de plein emploi.

Il convient de déplorer cette autre lacune que la sous-commission de l'emploi et de la stabilité économique n'est pas encore créée à ce jour et se trouve par conséquent hors d'état de remplir la mission attendue d'elle.

Je me demande si, dans cet exposé, il est possible de voir quelque ingratitude de la part de ma délégation. Je ne le pense pas. Nous avons dit que le rapport était excellent; nous le maintenons. Mais je crois qu'il était du devoir d'une délégation, au sein de ce Conseil aussi bien d'attirer l'attention sur les omissions et lacunes éventuelles, que de féliciter la Commission pour son premier rapport.

M. DAVIDSON (Canada) (interprétation): Je voudrais soulever ici un point d'ordre plutôt que de procédure. Je ne vois pas très clairement ce que nous faisons actuellement. Examinons-nous le rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi dans son ensemble, en relation avec les autres points de l'ordre du jour qui s'y rattachent, ou bien simplement certaines parties de ce rapport qui peuvent être étudiées séparément ?

En effet, il nous semble que certaines questions soulevées au cours de ce débat, notamment celle des sous-commissions dont a parlé le représentant du Royaume-Uni, feront l'objet d'un débat particulier. Pour rendre cette discussion plus rapide et pour ne pas procéder à une double discussion sur certains points, je proposerais d'exclure du débat actuel les parties du rapport qui seront de nouveau abordées à propos d'autres points de l'ordre du jour et de nous limiter aux autres parties du rapport ; sans cela, nous aurions ici plusieurs débats sur les mêmes questions.

LE PRESIDENT (interprétation): Ce que nous discutons en ce moment est très clair : il s'agit du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi. Cependant, ainsi que je l'ai déjà indiqué, les travaux des diverses commissions sont à ce point enchevêtrés qu'il est impossible de considérer ce rapport sans se référer en même temps aux discussions qui ont eu lieu dans d'autres commissions.

Par exemple, la Sous-commission du développement économique a constamment fait allusion au projet de constitution de l'Organisation internationale du commerce et des différentes sections qui doivent la composer. Il n'est pas possible de ne pas tenir compte de ce fait. Il faut donc bien que, au cours de la discussion générale, les délégués puissent se référer aux rapports d'autres commissions et sous-commissions.



Je me propose cependant, au moment où la discussion sera épuisée, de constituer une commission qui, de son côté, étudiera chapitre par chapitre les rapports des autres commissions. Ainsi, nous ne prendrions de décisions sur les résolutions ou les recommandations de la Commission des questions économiques et de l'emploi que dans le cadre même des travaux de chacune des autres commissions. Pour l'instant, il me paraît indispensable que, dans la discussion générale, les délégués puissent se référer aux travaux d'autres commissions.

M. DAVIDSON (Canada) (interprétation): Monsieur le Président, est-il bien dans votre intention de faire procéder maintenant à la discussion générale du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi, puis de renvoyer à une commission spéciale constituée par le Conseil l'étude des différents problèmes qui auraient été soulevés à l'occasion de la discussion de ce rapport?

Le PRESIDENT (interprétation): Oui, telle est, en effet, mon intention.

M. DAVIDSON (Canada) (interprétation): S'il en est ainsi, certaines questions ne pourront pas être discutées au sein des commissions avant de venir devant le Conseil. Or, si l'on examine le paragraphe b) de la page 14 du rapport, parallèlement au paragraphe a) de la page 3, on se rend compte à quel point les méthodes de travail s'enchevêtrent.

Le PRESIDENT (interprétation): Ce que j'ai proposé, c'est que le Conseil procède maintenant à la discussion générale du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi et que, après les deux séances que j'ai prévues à cet effet, le Comité spécial étudie les rapports des différentes Commissions dans le sens que j'ai indiqué. Je n'ai excepté de cette procédure à la suite de la demande du délégué du Venezuela que le point 28 de l'ordre du jour. J'estime, en effet, qu'il n'en résultera pas d'inconvénient notable pour notre travail.

M. KIRPALANI (Inde) (interprétation): Je m'associe à ceux de mes collègues qui ont exprimé leur vive appréciation du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi. Les légères critiques qui pourraient être faites au sujet de ce rapport ne lui enlèveraient rien de sa valeur. En tout cas, nous devons nous efforcer de leur donner un caractère constructif.

L'étude du rapport fait ressortir deux aspects principaux du problème, à savoir la question du plein emploi et celle du développement économique.

Le délégué du Royaume-Uni avait raison de dire, tout à l'heure, que la Partie V du rapport : Recommandations relatives au développement économique, et la Partie VI : Recommandations relatives à la stabilité économique et au plein emploi, étaient les plus importantes.

Il convient, je crois, de nous arrêter tout d'abord sur la question du plein emploi de la main d'œuvre. Ce plein emploi doit <sup>pouvoir</sup> garantir une stabilité économique au monde.



Je voudrais faire observer à ce sujet que, pour certains pays d'un développement industriel considérable, lorsqu'on parle du nombre de personnes employées, du niveau d'emploi élevé de la main-d'oeuvre, on pense immédiatement, comme conséquence évidente, à une production poussée au maximum. Il est cependant bien certain que, dans les pays dont le développement industriel est encore insuffisant, l'augmentation du nombre des personnes employées même quand celui-ci atteint son maximum, n'a pas pour conséquence nécessaire une production maxima. Le travail d'un grand nombre d'employés peut parfois n'être pas vraiment productif, si l'on prend ce mot à son sens strict.

Je voudrais me référer, à ce propos, à certains passages du rapport et les mettre en regard l'un de l'autre.

A la page 10 du document E/255 (texte français) sous " A. Observations de la Commission sur les travaux à entreprendre dans le domaine du développement économique ", nous lisons les remarques suivantes:

" Si l'Organisation des Nations Unies doit s'occuper des problèmes du développement économique des régions moins avancées, c'est parce que l'un de ses buts fondamentaux est de " favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande " (Charte des Nations Unies, Préambule ) et c'est en raison de l'obligation imposée par l'Article 55 de la Charte, qui a pour objectif de " créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. "

D'autre part, au troisième paragraphe de la page 11 figure le texte suivant :

"Reconnaissant, toutefois, la nécessité de créer "les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales", tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés "à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation "en vue de réaliser, en particulier, "le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social" (Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies). "

Je me permets d'insister sur le terme "tant conjointement que séparément".

Il importe de considérer la situation qui se présente aujourd'hui à nous à la lumière de ces deux textes. Je regrette vivement que les sous-commissions n'aient pas été créées. Une tendance paraît se manifester, à l'heure actuelle; elle consiste à dire que, si le plein emploi est assuré, un grand pas sera fait vers la réalisation des objectifs posés par la Charte. La condition ainsi définie me paraît loin d'être suffisante. C'est vrai pour les pays qui sont arrivés à une capacité de production considérable. Le plein emploi leur assure, non seulement une production totale, mais même un certain surplus. Ce supplément de production est évidemment destiné à sortir des frontières, mais comment peut-on songer à le diriger vers des pays où le pouvoir d'achat est insuffisant pour permettre à la population de l'acquiescer?

Dans le chapitre V, et dans tout le rapport d'ailleurs, une seule allusion est faite aux régions du globe non développées; elle se trouve au bas de la page 10. Or, lorsqu'on parle du développement économique, il est nécessaire d'avoir constamment à l'esprit les régions non développées.

Je crois donc que le paragraphe B de la Partie V doit être amendé dans ce sens.

Je voudrais dire un mot sur la résolution présentée par le délégué du Royaume-Uni. Elle indique que le plein emploi est l'un des objectifs principaux de l'Organisation des Nations Unies. Je veux bien admettre que la question des régions non développées se trouve à l'arrière-plan des préoccupations de notre collègue. Mais j'ai l'impression que cette résolution, telle qu'elle est rédigée, met trop fortement l'accent sur le problème du plein emploi, sans qu'il ait été étudié selon les critères que j'ai indiqués tout à l'heure.

Pour ma part - et je crois que je serai d'accord sur ce point avec plusieurs de mes collègues - j'estime que l'adoption de cette résolution serait inopportune. Si pourtant le Conseil désirait s'y rallier, il y aurait lieu d'y introduire un passage par lequel le Conseil attirerait l'attention de tous sur l'importance primordiale de la question résultant de l'existence, dans le monde, de régions non encore développées.

Je voudrais attirer votre attention sur le paragraphe central de la page 23 de ce rapport dont voici le texte :

"La Commission est d'avis que la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient devraient faire l'objet d'examens distincts, étant donné que ces deux Commissions auront à s'occuper de problèmes peut-être différents et que, si le Conseil a déjà eu la possibilité d'étudier en détail le rapport sur l'Europe de la Sous-Commission temporaire de la reconstruction économique des régions dévastées, le rapport de cette Sous-Commission sur l'Asie et l'Extrême-Orient est en cours de préparation.

Le PRESIDENT (interprétation) : Permettez-moi de vous faire observer qu'il serait peut-être plus opportun d'aborder l'étude de cette question quand le rapport de la Commission d'Extrême-Orient sera parvenu entre les mains du Conseil.

M. KIRPALANI (Inde) (interprétation) : Je veux bien différer jusqu'à ce moment la discussion du problème, mais j'insiste sur le fait qu'à mon avis la création simultanée des deux Commissions est une condition extrêmement importante de notre travail, car dans le rayon d'action de chacune de ces Commissions se présenteront des problèmes communs tels que les questions d'investissement ou d'équipement qui ne pourront faire l'objet d'études nettement séparées, sans liaison entre elles. Par conséquent, je crois que la création et le travail simultanés des deux Commissions sont d'une importance considérable.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je ne demande parfois, en écoutant nos discussions, si nous nous rendons exactement compte de la portée des termes dont nous usons, notamment de celui, si souvent employé, de plein emploi.

Nous avons, en effet, il y a longtemps déjà, commencé à étudier

la question du plein emploi. Un grand nombre d'organisations s'en sont saisis il y a plusieurs années déjà. Je ne rappellerai à cet égard que les très utiles travaux, mûrement élaborés, de l'Organisation internationale du Travail, notamment dans sa conférence de Philadelphie en 1944.

Une excellente documentation a été préparée sur cette question du plein emploi. Par ailleurs, la Conférence de Bretton Woods l'a discutée aussi lorsqu'elle a examiné non seulement le Statut du Fonds international, mais encore celui de la Banque de reconstruction.

Enfin, la Charte même des Nations Unies, élaborée à San-Francisco, mentionne le plein emploi comme un des principaux objectifs des Nations Unies.

Nous n'avons donc pas seulement d'excellents rapports de l'Organisation internationale du Travail. D'autres organismes, affiliés aux Nations Unies, se sont préoccupés de la question, et je citerai encore l'Organisation mondiale pour l'agriculture et la Commission préparatoire de l'Organisation internationale du Commerce.

Il s'agit donc, non point d'étudier une fois de plus quels termes on veut employer, mais de déterminer d'une façon définitive ce que nous voulons lorsque nous parlons soit de plein emploi, soit d'emploi total, soit d'emploi productif etc..., afin de pouvoir procéder à un travail utile.

Je crois que nous ne devons plus nous limiter seulement à la préparation de rapports, mais aller plus loin. Nous avons sur le sujet des informations très abondantes et nous devons aboutir. Il nous est maintenant possible de savoir très exactement ce que nous voulons et où nous entendons arriver.

C'est la raison pour laquelle je voudrais, aussi clairement que possible, vous expliquer notre point de vue. Vous savez qu'au cours des discussions préalables, nous avons parfois exprimé sur la définition des termes "plein emploi", "emploi total", "emploi productif", une opinion qui n'a pas toujours été acceptée. Ce que nous désirons

c'est que tous puissent être occupés, que tous puissent manger à leur faim. Le but le plus important à notre avis - et le délégué des Pays-Bas l'a souligné d'une manière particulièrement frappante quand il a dit qu'on pouvait concevoir une situation dans laquelle tous pourraient être occupés tout en ayant faim - est de parvenir non seulement à définir ce que nous entendons par plein emploi, mais encore à créer des conditions de bien-être garantissant à tous une vie normale. Cela implique évidemment l'étude, sur un plan international, des ressources qui, tant en main-d'œuvre qu'en matières premières, sont à la disposition de l'humanité et lui permettront d'élever son niveau de vie.

C'est là, je crois, la base même du problème économique mondial et cela n'a rien de commun avec la forme gouvernementale ni avec la structure économique d'un pays.

Jusqu'ici, nous n'avons guère eu de conception mondiale de la responsabilité des êtres humains sur l'ensemble du globe à l'égard de l'amélioration des conditions de vie.



Nous avons poursuivi des politiques nationales qui n'ont guère contribué à améliorer le niveau de vie dans le monde. En fait, nous avons même trop souvent contribué à l'abaisser dans tel ou tel pays et cela a mené à la guerre.

Il convient, par conséquent, à l'avenir, de changer d'attitude et d'envisager la question du niveau de vie sur un plan essentiellement international.

La question qui se pose ensuite à nous est celle de savoir comment nous parviendrons à atteindre ce but. La première condition est qu'il soit nettement défini.

Pour ma part, je ne désire pas prendre ici la place d'un économiste et établir un plan détaillé d'utilisation des ressources du monde. Je ne suis pas économiste, je me demande même d'ailleurs si les économistes se sont déjà préoccupés d'établir un tel plan.

Néanmoins, du point de vue du simple bon sens, j'estime que la question est facile à poser. Il s'agit de mettre à la disposition de tous les ressources du monde en matériel et en main-d'oeuvre, afin de garantir à tous le niveau de vie le plus élevé avec le moins d'efforts possible. Il ne s'agit pas ici d'études abstraites ou de caractère idéaliste, mais simplement de l'utilisation optima des ressources du monde.

Il conviendra, par conséquent, de procéder à une étude spécifique et très vaste permettant d'établir dans quelle mesure les besoins pourront être satisfaits, tant sur le plan national qu'international. Mais nous savons que la solution parfaite de ce problème est impossible à l'heure actuelle.

En effet, pour que les ressources du monde puissent être utilisées partout de la manière la plus efficace, un certain nombre de conditions devraient être remplies; et il est évident qu'elles sont irréalisables à l'heure actuelle. Parmi ces conditions, citons la liberté pour tous de passer de pays à pays l'établissement d'échanges, dans le domaine scientifique et philosophique, entre les peuples, le libre passage des marchandises à travers les frontières.

En ce qui concerne cette dernière condition, on arrivera beaucoup plus près de l'idéal à atteindre si l'on examine le monde tel qu'il est à l'heure actuelle et si l'on se rend compte des obstacles considérables qui s'opposent à la solution des problèmes économiques du monde dans le sens que j'ai indiqué.

Je suis moi-même Ministre des Finances et des Douanes et je connais la tentation inhérente à cette fonction de rechercher des ressources par ces barrières douanières; je sais la difficulté qu'il y a à défendre, dans la pratique, le libre échange des marchandises et le libre passage d'un pays à l'autre.

D'autre part, les besoins pratiques de la situation actuelle nous obligent à établir une étude complète des ressources du monde <sup>et</sup> on matières premières/on main-d'oeuvre, à étudier également d'une façon précise et réaliste la nature de l'organisation économique dans les différents pays ainsi que les possibilités de développement de la production et les obstacles qui s'y opposent.

Une fois que l'on aura procédé à ces études, - je répète qu'il doit s'agir d'études pratiques puisque nous sommes sortis du domaine de la théorie -, il conviendra de rechercher le moyen de répartir la production mondiale entre les différents pays du monde de façon à permettre la réalisation des objectifs des Nations Unies.

A la suite de nos recherches, les différentes nations isolément et en coopération les unes avec les autres devront ensuite prendre, en leur qualité de Membres des Nations Unies, les mesures d'ajustement qui se seront avérées nécessaires.

Chaque pays doit se rendre compte que l'objectif final n'est pas simplement un niveau élevé d'emploi ou l'utilisation complète de sa production dans son propre pays. Si l'on veut aboutir à une harmonie internationale, chaque pays doit produire les marchandises et les services qui lui sont nécessaires, importer ce qui lui manque et arriver à un volume de production, de biens et de services suffisant pour lui permettre d'exporter et d'arriver ainsi à augmenter dans une large mesure le niveau de vie, non seulement de sa population, mais de tous les peuples avec lesquels il est en contact.

Si nous n'arrivons pas à créer cette harmonie, aucune sécurité matérielle, aucun développement de l'économie et des conditions sociales des peuples ne seront possibles.

J'en viens maintenant aux résolutions qui ont été présentées. Je voudrais faire quelques brèves observations à ce propos.

La résolution du Royaume-Uni, à laquelle la délégation de la Nouvelle-Zélande ne s'oppose pas, suggère que la Commission économique et sociale examine la question et fasse rapport au Conseil sur les formes les plus appropriées d'action internationale en vue de maintenir dans l'ensemble du monde, un niveau d'emploi élevé et stable.

La Nouvelle-Zélande considère que la résolution du Royaume-Uni ne va pas assez loin. Ce n'est pas seulement d'emploi ni de niveau élevé et stable de l'emploi que nous avons besoin, mais avant tout d'aliments et de produits utiles pour l'ensemble du monde.

A mon avis, trois conditions s'imposent : tout d'abord éviter une crise économique, en second lieu développer l'industrie dans les pays qui ne sont pas encore suffisamment avancés, en troisième lieu élever le niveau de vie par une distribution de produits partout où ces niveaux ne sont pas en accord avec ceux obtenus dans d'autres pays.

Je vais dans un instant présenter ma résolution. Je dirai tout d'abord qu'elle émane peut-être d'un petit pays - quoiqu'il ne s'agisse pas d'un pays aussi petit que certains l'imaginent puisque notre territoire est plus grand que celui du Royaume-Uni bien que sa population soit plus faible - mais d'un pays qui a étudié cette question avec le plus grand intérêt.

Nous avons, en effet, un Ministre de l'Emploi dont la tâche ne consiste pas simplement à procurer du travail à ceux qui en ont besoin mais aussi et surtout à développer les possibilités d'emploi ayant en vue l'avenir et la nécessité de coopérer par la suite au développement d'autres pays.

Le texte de la résolution est le suivant :

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Constatant que tous les Membres des Nations Unies, aux termes des articles 55 et 56 de la Charte, se sont engagés à agir tant conjointement que séparément en coopération avec l'Organisation en vue d'atteindre, entre autres, le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement ;

Constatant également les mesures prises par la Commission des questions économiques et de l'emploi et envisagées dans la partie VI du rapport de sa première session, en vue de préparer des rapports pour la Commission au sujet des conditions et des tendances économiques mondiales ;

Accordant une attention particulière à tous les facteurs empêchant ou susceptibles d'empêcher, dans le proche avenir, le maintien d'un plein emploi et de la stabilité économique de même qu'aux analyses indiquant les causes de cet état de choses et les recommandations sur les actions qu'il serait désirable d'entreprendre ;

I. AU SUJET DE L'ABOLITION DES OBSTACLES QUI S'OPPOSENT AU MAINTIEN DU PLEIN EMPLOI ET DE LA STABILITE ECONOMIQUE :

a) Donne pour instructions à la Commission économique et de l'emploi de se mettre aussitôt que possible à établir, sur ces sujets des rapports réguliers destinés au Conseil économique et social ;

b) Demande au Secrétaire général d'entreprendre sans délai un travail préparatoire comprenant l'élaboration des données et les analyses que le Secrétaire général jugera nécessaires pour permettre à la sous-commission de l'emploi et de la stabilité économique, et à la Commission des questions économiques et de l'emploi de réaliser, le plus tôt possible, les tâches prévues respectivement à la section A, partie VI, du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi

et au paragraphe a de la présente résolution ;

c) Demande au Secrétaire général d'assumer la responsabilité envisagée dans le paragraphe 2, section B, partie VI, du rapport de la Commission et visant à attirer l'attention de la Commission et de sa sous-commission de l'emploi et de la stabilité économique sur toute situation économique méritant une attention spéciale, et en particulier sur tout état de choses qui, de l'avis du Secrétaire général, justifierait la convocation d'une session de la Commission des questions économiques et de l'emploi, conformément à son règlement de procédure.

## II. AU SUJET DU RELEVEMENT DES STANDARDS DE VIE, DU PLEIN EMPLOI ET DES CONDITIONS NECESSAIRES AU PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL

Donne pour instructions à la Commission <sup>des questions</sup> économiques et de l'emploi, en tenant compte des tâches des diverses institutions internationales, de procéder à des enquêtes et de rédiger un rapport aussi tôt que possible sur les mesures nécessaires à une organisation des ressources mondiales en main d'œuvre et en matières premières, favorisant le relèvement des standards de vie dans le monde, un plein emploi et les conditions du progrès économique et social, tout en maintenant les standards de vie des différentes nations.



Les délégations constateront que les deux aspects de cette résolution résultent d'attitudes déjà manifestées au sein des Nations Unies et consignées dans divers documents.

La partie de la résolution qui stipule que le Conseil économique et social doit commencer immédiatement son travail est en harmonie parfaite avec la recommandation contenue dans le rapport de la Commission elle-même.

Quant à la partie qui traite de l'utilisation des ressources mondiales afin d'élever les niveaux de vie, d'arriver à un plein emploi et à des conditions de progrès social et économique, elle dérive directement des articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. Il ne peut, par conséquent, y avoir aucun désaccord entre nous en ce qui concerne l'opportunité d'agir dans le sens indiqué par notre résolution.

En prévoyant que le Secrétaire général doit organiser le travail statistique nécessaire et assumer la responsabilité d'attirer l'attention de la Commission sur toute circonstance qui, à son avis, justifierait la convocation d'une session de la Commission, notre idée était d'assurer des moyens techniques appropriés en vue d'atteindre les buts de la Commission. Celle-ci a une responsabilité générale qui ressort des termes mêmes de la résolution, mais c'est au Secrétariat qu'incombe la responsabilité technique de lui soumettre les documents nécessaires afin que les membres de la Commission puissent accomplir efficacement leur tâche.

Sans y mettre aucune malice, je voudrais dire que si la procédure indiquée dans la résolution avait été suivie plus tôt le rapport que nous examinons contiendrait peut-être des recommandations plus positives que ce n'est le cas maintenant.

La deuxième partie de la résolution, qui prévoit l'étude des mesures nécessaires pour l'organisation des ressources mondiales, découle logiquement, elle aussi, des articles 55 et 56 de la Charte.



Le point important qui doit être souligné est qu'il n'est pas suffisant d'inviter les nations à coopérer dans ce domaine. Cette coopération seule peut parfois ne pas amener l'amélioration des niveaux de vie des nations particulières ou même entraîner leur diminution. Nous devons reconnaître ce fait et agir en conséquence. C'est pourquoi nous avons indiqué dans la résolution la nécessité d'organiser les ressources mondiales de telle manière qu'on développe les niveaux de vie dans certains pays et qu'on assure ceux qui existent dans d'autres.

Le dernier point que je voudrais souligner, c'est que la deuxième partie de notre résolution synthétique en quelque sorte la résolution même du Conseil économique et social. Celui-ci doit, en effet, précisément arriver à élever les niveaux de vie. Si nous n'y réussissons pas, nous pouvons être certains que, tôt ou tard, éclatera une nouvelle guerre dévastatrice. L'Être humain doit arriver à cette liberté économique et à cette sécurité que nous esquissons dans la résolution. Ainsi seulement nous atteindrons notre but. Ce n'est que dans ces conditions que pourra s'épanouir dans l'Être humain les visions et les espoirs d'un esprit sain dans un corps bien nourri.

La séance est levée à 13 h. 40.